

Lettre économique d'Algérie

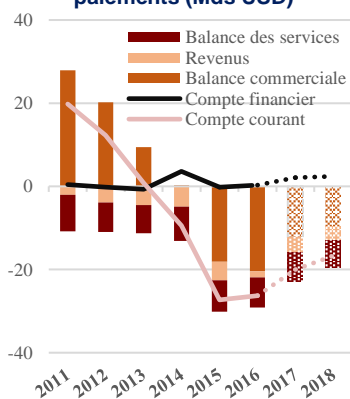
N° 62 – juin 2017 (29/06/17)

© DG Trésor

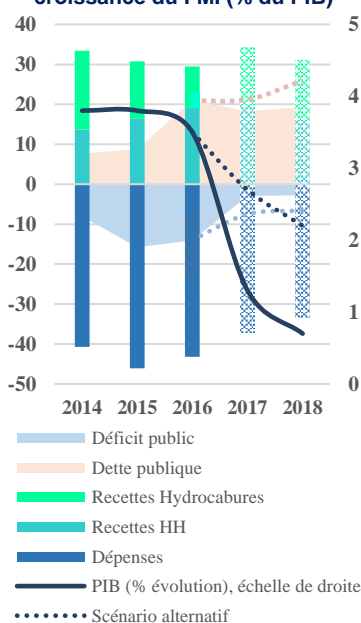
Economie

Publication du rapport annuel 2017 du Fonds Monétaire International (FMI) au titre de l'article IV

Composants de la balance des paiements (Mds USD)



Scénario budgétaire et de croissance du FMI (% du PIB)



Source : FMI

Le FMI confirme que le faible prix des hydrocarbures (40,8\$/bbl en 2016, 49,5\$/bbl en 2015 pour le panier de référence de l'Opep) continue de peser sur les indicateurs macroéconomiques de l'Algérie, malgré une croissance stable en 2016.

❖ La situation économique en 2016 :

La croissance économique s'est maintenue à 3,5% (3,8% en 2015) grâce à une reprise de la croissance du secteur des hydrocarbures, à 6,1% en 2016, tandis qu'elle s'établissait à 0,4% l'année précédente. A l'inverse, la croissance hors hydrocarbures a chuté à 2,9% alors qu'elle était de 5% en 2015. Le fonds précise que ce ralentissement est imputable à la consolidation budgétaire amorcée en 2015. L'inflation s'est accélérée de 6,4% en 2016.

Afin de stabiliser le déficit budgétaire qui avait atteint 15,4% du PIB en 2015, l'État a réduit ses dépenses de 3,5% tandis que les recettes ont légèrement augmenté. Il en résulte un déficit de 2390 Mds DZD, soit 13,7% du PIB. Il a été financé en partie par prélèvement sur le Fonds de régulation des recettes (FRR) qui a atteint son niveau planché, et par emprunt domestique. La dette publique est passée de 8,8% en 2015 à 21% en 2016.

5 Sur les comptes extérieurs, le FMI évalue le déficit de la balance commerciale à 20 Mds USD, expliquant en grande partie le déficit courant de 26 Mds USD (17% du PIB). La valeur des exportations (composées à 94% d'hydrocarbures) a chuté de 16% en 2016, tandis que les importations ont baissé de 6%. Les réserves de change restent confortables à 113 Mds USD (22 mois d'importations, en baisse de 21% par rapport à 2015) et la dette extérieure faible, à 3,9 Mds DZD (2,5% du PIB).

❖ Les perspectives sur les deux prochaines années et recommandations du FMI

Selon le FMI, si les autorités poursuivent une consolidation budgétaire au même rythme, la croissance en 2017 et 2018 pourrait ralentir, à respectivement 1,3% et 0,7%. En effet, dans le scénario principal, le déficit se situerait sous les 3% dès 2017 et la dette publique baisserait à 18%, mais au prix d'une croissance faible. Le Fonds préconise une consolidation budgétaire plus graduelle, combinée à une dépréciation du taux de change et accompagnée de réformes structurelles (axées sur le développement du secteur privé).

Le Fonds indique que l'Algérie bénéficierait d'un recours à l'endettement extérieur afin d'éviter l'effet d'éviction que l'endettement domestique est susceptible de provoquer. Parallèlement, il souligne qu'ouvrir le capital d'entreprises publiques, dont les banques, aiderait à développer le marché des capitaux et faciliterait le financement de l'investissement privé. En ce sens, il recommande également une révision de la règle du 51/49.



Economie

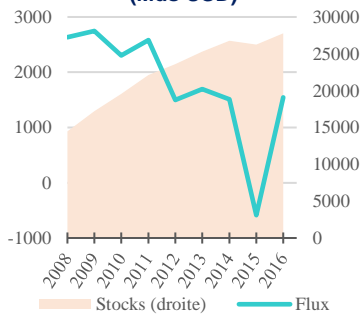
La CNUCED publie son rapport 2017 sur les investissements mondiaux

Lien vers le rapport :

http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2017_en.pdf

Le CNUCED prévoyait une contraction de 10 à 15% dans son précédent rapport. Elle a finalement été nettement plus faible (2%)

Evolution des flux et stocks d'IDE (Mds USD)



Source : CnuCED

La Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) a publié son rapport annuel sur les investissements mondiaux pour l'année 2017.

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) mondiaux se sont contractés de 2% en 2016 pour s'établir à 1750 Mds USD. Les pays en développement ont été les plus touchés avec une baisse de 14% (à 646 Mds USD) des flux entrants. En Afrique, les flux ont diminué de 3% pour s'établir à 59 Mds USD. Sur ce montant, l'Algérie a attiré 1,5 Md USD en 2016, après un désinvestissement en 2015 (-584 MUSD, exclusivement imputable au rachat d'Orascom Télécom Algérie).

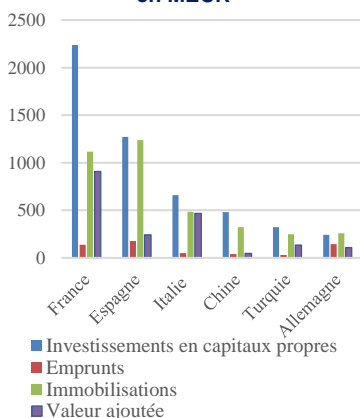
Le montant des flux entrants en Algérie en 2016 correspond à la moyenne des flux entrants entre 2012 et 2014. En Afrique du nord, l'Algérie a absorbé 11,5% des flux entrants (l'Egypte 60% et le Maroc 17%). Le stock algérien d'IDE s'élève désormais à 28 Mds USD et représente 12% du stock nord-africain. Les investissements algériens à l'étranger demeurent modestes, à 55 MUSD, portant le stock d'IDE algérien à l'étranger à 1,9 Md USD.

Le CNUCED prévoit une augmentation de 5% des flux totaux pour 2017 et de 10% en ce qui concerne les pays en développement.

Economie

La Chambre de commerce et d'industrie algéro-française a réalisé une étude sur les flux d'investissements étrangers

Montant des indicateurs de l'étude, en MEUR



La Chambre de commerce et d'industrie algéro-française (CCIAF) a présenté une étude sur les principaux investisseurs en Algérie. L'étude se base sur des données de 2014 du CNRC, du CNIS et de la CCIAF.

Les six principaux partenaires de l'Algérie pris en compte dans l'étude sont la France, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, la Turquie et la Chine, sur la base des 50 plus grandes sociétés de chacun de ces six pays, excepté pour l'Allemagne avec seulement 33 sociétés.

Il en ressort notamment que la France est le principal investisseur en Algérie avec 2,2 Mds EUR, loin devant l'Espagne, deuxième investisseur avec 1,3 Md EUR (dont les deux tiers avec Fertial). Le secteur de la finance absorbe le plus de capitaux propres français (41%) bien que la tendance générale montre que la sphère financière représente 18% des capitaux propres totaux. Globalement, 50% des capitaux propres sont détenus par les industries de production (27% des sociétés étudiées), 37% par les prestations de services (50% des sociétés étudiées) et 13% par les sociétés d'imports (23% des sociétés étudiées).

En termes d'emprunt, l'étude montre que l'Espagne est le plus gros emprunteur domestique (178 MEUR) suivi de l'Allemagne (144 MEUR) et de la France (136 MEUR).

Par ailleurs, les sociétés de l'échantillon totalisent 3,7 Mds EUR d'immobilisations, dont 1,2 Md EUR pour l'Espagne (714 MEUR avec Fertial) et 1,1 Md EUR pour la France. L'étude montre que les industries de production mobilisent les deux tiers des immobilisations. Elle fait aussi le rapport entre les importations des sociétés sur leurs immobilisations. Il en ressort que, hors hydrocarbures, la France est le pays qui importe le moins pour chaque euro d'immobilisations (1 euro d'immobilisation pour 3,74 euros d'importations) suivi de l'Espagne et de la Turquie.

Finalement, l'étude met en lumière que la valeur ajoutée créée par ces sociétés étrangères s'élèvent à 1,9 Md EUR dont près de la moitié pour la France seule (avec plus de 40% de la valeur ajoutée française réalisée dans le secteur de la finance). Au total, les sociétés étrangères de l'étude ont généré 1,6% du PIB hors hydrocarbures dont la moitié réalisée par les entreprises françaises.

Importations pour chaque euro d'immobilisation, hors hydrocarbures :

France	3,74
Espagne	6,23
Turquie	7,02
Italie	10,28
Allemagne	10,23
Chine	23,43

Source : CNRC, CNIS, CCIAF



Economie

La Commission européenne a publié un rapport sur les obstacles au commerce et à l'investissement en 2016

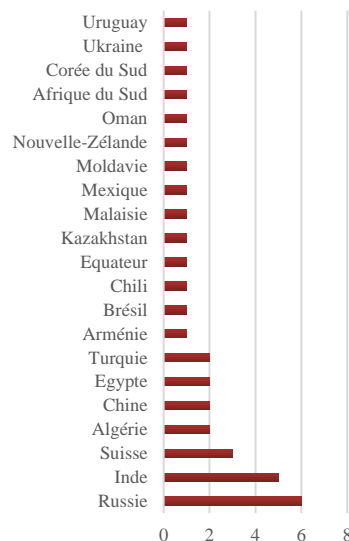
Lien vers le rapport :

http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2017/june/tradoc_155650.pdf

Market Access Database :

http://madb.europa.eu/madb/barriers_crossTables.htm?isSps=false

Obstacles introduits en 2016



Source : Commission Européenne

La Commission européenne a transmis au Parlement européen et au Conseil le rapport annuel sur les obstacles au commerce et à l'investissement pour l'année 2016.

Parmi les 51 pays tiers de l'échantillon, le rapport relève un total de 372 obstacles. La Russie est le pays en présentant le plus (33 mesures), suivi du Brésil, de la Chine et de l'Inde, les trois pays enregistrant chacun 23 mesures entravant le commerce avec l'Union européenne (UE). L'Algérie se situe à la 17^{ème} place, avec huit obstacles au commerce et à l'investissement enregistrés.

Sur l'année 2016, la Commission estime que 36 nouveaux obstacles au commerce et à l'investissement ont été enregistrés, répartis dans 21 pays et constituant un coût total de 27 Mds EUR pour les entreprises de l'UE. Parallèlement, 20 obstacles ont été supprimés la même année, atténuant l'effet des nouvelles barrières.

L'Algérie a mis en place deux nouveaux obstacles au commerce et fait partie des sept pays qui ont instauré plus d'un obstacle en 2016 (derrière la Russie avec 6 nouvelles barrières, l'Inde 5 et la Suisse 3). Le premier obstacle concerne le régime des licences d'importation mis en place en 2016 sur quatre catégories de produits (véhicules, ciment, barres d'armature et fil-machine en acier). Comme préjudice, la Commission évoque les exportations européennes de véhicules qui ont atteint 57 000 en 2016 (pour 245 000 en 2012). Le second obstacle est relatif aux politiques de localisation industrielle (introduit dans le cadre de la loi de finances 2015). Le décret exécutif n°15-114 publié au journal officiel en mai 2015 prévoyait de rétablir le crédit à la consommation pour les seuls biens fabriqués sur le territoire national. L'Algérie a aussi eu recours à ce principe en 2016.

La Commission souligne que l'effet de ces mesures se quantifierait par une perte de 3,8 Mds EUR pour l'UE, soit l'impact le plus important après la Russie (12 Mds EUR).

Politiques publiques

Le plan d'action du gouvernement adopté lors du dernier Conseil des ministres

Lien vers le discours du Premier Ministre, M. Abdelmadjid Tebboune à l'occasion de la présentation du Plan d'action à l'Assemblée Populaire Nationale :

<http://www.premier-ministre.gov.dz/ressources/front/files/pdf/discours/pm-intervention-20-06-2017-fr.pdf>

Le Conseil des Ministres du 14 juin 2017, présidé par le Président de la République Abdelaziz Bouteflika, a adopté le plan d'action du gouvernement Tebboune, qui a été présenté puis adopté avec une large majorité à l'Assemblée populaire nationale le 23 juin.

Le contenu de ce plan d'action s'inscrit dans la continuité du Nouveau modèle de croissance adopté à l'occasion de la tripartite de juin 2016. Il prévoit notamment : une croissance hors hydrocarbure de 6,5% sur le long terme ; une promotion du partenariat public-privé ; une modernisation du secteur agricole pour assurer la sécurité alimentaire et valoriser les exportations ; le développement des start-up et des PME et une consolidation des finances publiques avec une augmentation des recettes fiscales (+11% par an) avec notamment un meilleur recouvrement de la TVA.

L'objectif de croissance du secteur des hydrocarbures est établi à 3,7% sur les quatre prochaines années. En termes d'énergies renouvelables, un objectif de 22000 mégawatts d'électricité d'origine renouvelable d'ici 2030 est fixé. Le soutien accordé au TPE et PME devrait par ailleurs se renforcer, et la règle du 51/49 est confirmée une nouvelle fois.

Lors du Conseil des Ministres, le Président de la République a instruit le gouvernement d'éviter le recours à l'endettement extérieur et de privilégier les ressources domestiques y compris non-conventionnelles. Le président a également affiché sa volonté de réduire le volume des importations de biens et de services. Sur le plan énergétique, le gouvernement souhaite poursuivre le développement des énergies renouvelables et des hydrocarbures, incluant l'exploitation des hydrocarbures fossiles non conventionnels.

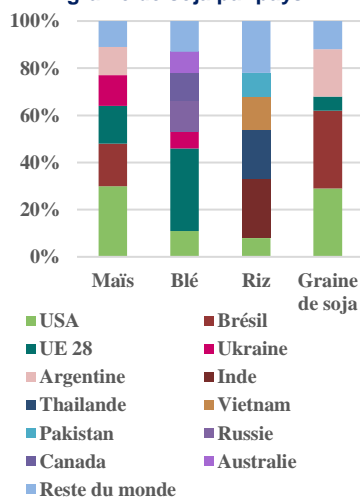


Actualité internationale

Le think tank anglais Chatham House publie un rapport sur les vulnérabilités du commerce alimentaire international

En 2016, Chatham House a été nommé think tank de l'année par Prospect magazine qui distribue tous les ans les récompenses aux meilleurs think tank.

Production de blé, maïs, riz et graine de soja par pays



Source : Chatham House

Chatham House, un think tank indépendant anglais et reconnu internationalement, a publié un rapport sur les vulnérabilités du commerce international alimentaire.

Le rapport souligne que la part de la population mondiale présentant un manque d'offre (interne ou externe) alimentaire est passée de 52% en 1965 à 3% en 2005. Cela s'est fait via l'augmentation de 127% (à 2,2 milliards de tonnes) du volume de matières premières agricoles échangé sur les marchés mondiaux entre 2000 et 2015. Le maïs, le blé, le riz et les graines de soja constituent les deux tiers des matières agricoles échangées et la production est concentrée dans quelques régions à travers le monde. Il met en lumière le faible progrès du rendement de ces cultures face à la croissance de la population mondiale, notamment en Afrique et au Moyen Orient, autant de régions qui répondent difficilement à leur demande alimentaire par l'offre domestique.

La dépendance vis-à-vis de l'extérieur est grandissante et assurer l'acheminement des matières premières agricoles devient un véritable enjeu. Le rapport relève 14 points stratégiques (8 canaux, 3 côtes et 3 réseaux routiers) sur lesquels se concentre l'essentiel des flux de marchandises alimentaires. Il avertit que si un de ces points venait à fermer (du fait du changement climatique, d'un conflit armé ou autre), la conséquence serait une chute de l'offre et une augmentation des prix alimentaires.

Selon le rapport, 70% de l'importation de blé des pays d'Afrique du Nord (excepté le Maroc) se font à travers trois des points stratégiques (Canal de Suez et les détroits de Gibraltar et de Bab al Mandab). Le rapport classe l'Algérie 16^{ème} dans les pays dépendant de l'importation de céréales (avec un ratio de 68%).

Actualité bilatérale

Le Prix Nobel d'économie, Jean Tirole, est venu animer l'African meeting à Alger

La Société d'économétrie est la plus grande société savante internationale en économie. Elle a été fondée en 1930 en présence de nombreux économistes reconnus (Schumpeter, Keynes, etc.). Elle a été présidée à ses débuts par Irving Fisher.

La Banque d'Algérie a organisé l'African meeting de la Société d'économétrie, qui s'est tenue entre le 29 juin et le 1^{er} juillet à l'École supérieure des banques à Alger. Monsieur Jean Tirole, Prix Nobel d'économie en 2014, était présent pour animer le séminaire.

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, a inauguré la première journée des travaux. Il a rappelé les enjeux auxquels faisaient face la banque centrale, en rappelant que sa politique monétaire a pour principal objectif de stabiliser l'inflation et assurer le financement de la croissance.

Sur les subventions, notamment énergétiques, Jean Tirole soutient qu'elles sont sources de distorsions sur les prix de certains biens et suggère de les remplacer par un système de justice plus ciblé vers les populations les plus démunies. Il ajoute que l'économie doit être formalisée pour identifier les revenus et satisfaire ce type de politique publique.

Le Prix Nobel s'est aussi exprimé sur les mesures protectionnistes et les impacts sur l'économie. Il soutient que les restrictions au commerce peuvent être source d'une mauvaise allocation de la consommation en créant des monopoles domestiques au détriment d'une concurrence internationale. Cette situation de monopole provoque aussi des biais sur les prix et la productivité des facteurs de production. Il soutient que les mesures protectionnistes peuvent être justifiées afin de protéger des industries naissantes, mais celles-ci doivent être d'une part temporaires et bien gérées. En ce sens, il entend que les quotas d'importations, pour être efficace, doivent être soumis à un système d'enchère, pour éviter corruptions et mauvaises importations.

D'autres sujets ont été traités, notamment la fixation du prix du carbone pour assurer la transition écologique, ou encore des sujets plus techniques comme la modélisation économétrique du comportement moral des individus et de son affectation sur les politiques économiques.



Indicateurs socio-économiques

Tableau de bord-indicateurs clés

Population (au 1er janvier 2016)	40,4 millions d'habitants
PIB/habitant USD (2017)	4296 USD
PIB/habitant en PPA USD (2017)	15423 USD
IDH (2016)	0,745 (86 ^{ème} sur 191)
Classement Doing Business (2017)	156 ^{ème} sur 189
Taux de chômage (septembre 2016)	10,5%
Taux d'inflation (rythme annuel en mai 2017)	6,9%
Taux de change EUR/DZD (mai 2016)	121,8
Prix du baril de pétrole brut (OPEP basket price – moyenne mensuelle juin 2017)	45,2 USD
Réserves de change (au 31 décembre 2016)	113 Mds USD

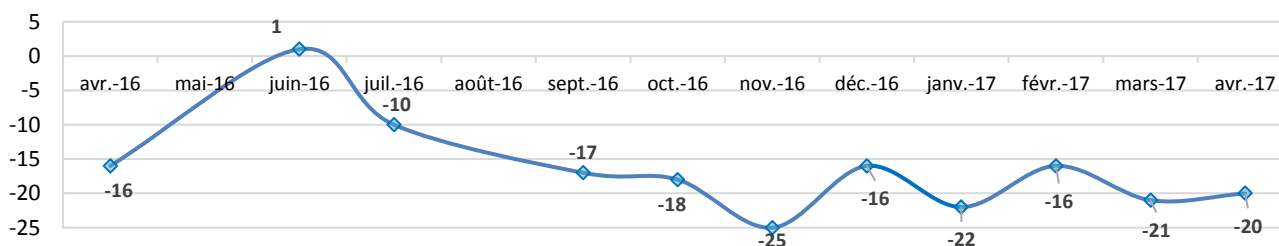
Sources : ONS, PNUD, Banque mondiale, Banque d'Algérie, OPEP, FMI

Indicateurs macroéconomiques annuels

	2014	2015	2016 ^p	2017 [*]	2018 [*]	
PIB, croissance et inflation	PIB (en Mds USD, à prix courants)	214	165	161	174	178
	Taux de croissance du PIB à prix constants (en %)	3,8%	3,9%	4,2%	1,4%	0,6%
	PIB hors hydrocarbures (en Mds USD)	156	135	138	141	144
	Taux de croissance du PIB HH à prix constants (en %)	5,6%	5,5%	3,7%	3,1%	2,7%
	Taux d'inflation (moyenne annuelle, en %)	2,9%	4,8%	6,4%	4,8%	4,3%
	Taux d'investissement (en % du PIB)	47,8%	51,3%	49%	46,5%	38,2%
Comptes publics	Taux d'épargne (en % du PIB)	43,4%	34,7%	32,6%	34,2%	28%
	Solde budgétaire global (en % du PIB)	-7,3%	-15,4%	-11,6%	-2,2%	-2%
	Solde budgétaire global hors hydrocarbures (en % du PIB HH)	-38,0%	-37,8%	-29,9%	-27,9%	-26,5%
	Solde budgétaire hors Fonds de régulation des recettes (en % du PIB)	-14,5%	-36,5%	-21,2%	-9,3%	-7,7%
	Dettes publiques (en % du PIB)	7,7%	8,8%	20,4%	17,3%	17,8%
	Dettes extérieures brutes (en % du PIB)	1,7%	1,8%	2,7%	4,9%	6,8%
Comptes externes	Fonds de régulation des recettes (en Mds DZD)	4 408	2 074	740	740	740
	Balance commerciale (en Mds USD)	0,3	-18,1	-23,1	-22,1	-16,6
	Balance des services et des revenus (en Mds USD)	-13,0	-11,7	-8,4	-9,5	-9,1
	Transferts nets (en Mds USD)	3,3	2,7	2,7	2,9	3,0
	Flux nets d'IDE (en Mds USD)	1,5	-0,7	1,4	1,8	2,2
	Balance courante (en Mds USD)	-9,4	-27,0	-28,8	-28,7	-22,7
Monnaie	Balance des paiements (en Mds USD)	-5,9	-27,5	-26,0	-21,8	-15,6
	Avoirs extérieurs nets (en Mds DZD)	15850	15 553	12 725	10 438	9 025
	Avoirs intérieurs nets (en Mds DZD)	-1 938	-1 490	1 526	4 842	7 559
	Crédits à l'économie (en Mds DZD)	6 591	7 651	8 341	9 176	9 953
	Monnaie et quasi monnaie M2 (en Mds DZD)	13 664	13 731	13 881	15 280	16 583

Source : FMI, Banque d'Algérie ^pestimation ^{*}prévisions

Baromètre du Forum des Chefs d'Entreprises : indice de confiance des chefs d'entreprises



Les chefs d'entreprises membres du FCE sont interrogés sur leurs perspectives de production, leur volume de commandes et le niveau actuel de leurs stocks. Les valeurs du baromètre correspondent à la moyenne du solde de leur opinion (positive ou négative) sur chacun de ces items.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Algérie (adresser les demandes à alger@dgtrésor.gov.dz).

Auteur : Service Économique Régional d'Algérie
Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Sylvain Gérardon, Adrien Sperry, Darine Chenine, Guillaume Dufour, Nabila Tata

Revu par : Denis Le Fers